



Assemblée générale

Distr.
LIMITEE

A/C.5/44/L.3
13 octobre 1989
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-quatrième session
CINQUIEME COMMISSION
Point 121 de l'ordre du jour

RAPPORTS FINANCIERS ET ETATS FINANCIERS VERIFIES ET RAPPORTS DU COMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Projet de résolution présenté par le Vice-Président à la suite de consultations officielles

L'Assemblée générale,

Ayant examiné les rapports financiers et les états financiers vérifiés de l'exercice terminé le 31 décembre 1988 concernant le Programme des Nations Unies pour le développement 1/, l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient 2/, l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche 3/, les contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés 4/ et le Fonds des Nations Unies pour la population 5/, ainsi que les opinions et rapports du Comité des commissaires aux comptes, le rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires 6/, le résumé des principales constatations et conclusions du Comité des commissaires aux comptes sur la vérification des

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-quatrième session, Supplément No 5 (A.44/5/Add.1).

2/ Ibid., Supplément No 5C (A/44/5/Add.3).

3/ Ibid., Supplément No 5D (A/44/5/Add.4).

4/ Ibid., Supplément No 5E (A/44/5/Add.5).

5/ Ibid., Supplément No 5G (A/44/5/Add.7).

6/ A/44/543.

comptes 7/, le rapport sur la présentation des états financiers et des politiques comptables de tous les organismes dont les comptes sont vérifiés 8/ et le rapport du Comité des commissaires aux comptes sur l'application des recommandations 9/.

Notant avec préoccupation que, pour les raisons exposées dans ses rapports, le Comité des commissaires aux comptes a assorti de réserves ses opinions sur les états financiers du Programme des Nations Unies pour le développement et du Fonds des Nations Unies pour la population et qu'il a aussi, dans le cas des opérations de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche formulé des réserves quant à la conformité avec le règlement financier et les instructions des organes délibérants,

Notant également avec préoccupation le retard avec lequel certains rapports sur la question sont publiés à la quarante-quatrième session de l'Assemblée générale,

Notant les efforts déployés par un certain nombre d'organismes et programmes des Nations Unies pour améliorer la présentation des états financiers et des politiques comptables suivies,

Considérant les vues exprimées par les délégations, par le Comité des commissaires aux comptes, par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et le fait que de nombreux participants se sont déclarés favorables à des mesures destinées à améliorer l'efficacité, la gestion, les contrôles budgétaires, la normalisation, la présentation des états financiers et les politiques et procédures comptables et à mieux délimiter les responsabilités financières dans les organismes et programmes des Nations Unies intéressés,

Soulignant la nécessité de normaliser la présentation des états financiers et des politiques comptables des organismes et programmes des Nations Unies,

Soulignant l'importance d'un service de vérification interne des comptes efficace dans les organismes et programmes dont les comptes sont vérifiés,

1. Accepte les rapports financiers et les états financiers vérifiés ainsi que les opinions et les rapports du Comité des commissaires aux comptes concernant les organismes susmentionnés;

2. Prie les organes directeurs du Programme des Nations Unies pour le développement, du Fonds des Nations Unies pour la population et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche de demander aux chefs de secrétariat intéressés de prendre immédiatement, dans leurs domaines de compétence

7/ A/44/356.

8/ A/44/537.

9/ A/41/541 et A/44/544.

respectifs, les mesures nécessaires pour corriger ou améliorer les conditions qui ont donné lieu aux réserves dont le Comité des commissaires aux comptes a assorti ses opinions;

3. Prie instamment les administrations, les organes directeurs des agences d'exécution et les autres parties concernées de résoudre, en coopération avec le Programme des Nations Unies pour le développement ainsi qu'avec le Fonds des Nations Unies pour la population, les problèmes techniques identifiés par les vérificateurs externes concernant la certification des dépenses de programmes et des coûts d'appui aux programmes.

4. Approuve les observations et recommandations du Comité des commissaires aux comptes et du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires dans leurs rapports respectifs;

5. Demande aux organes directeurs compétents de veiller à ce que les chefs de secrétariat intéressés prennent les mesures nécessaires pour donner suite aux recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes et le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires dans leurs rapports respectifs et de lui présenter un rapport à ce sujet lors de sa quarante-cinquième session;

6. Prie le Secrétaire général et les chefs de secrétariat des organismes et programmes des Nations Unies intéressés de prendre sans retard les mesures appropriées qui relèvent de leur compétence, compte tenu des commentaires, observations et recommandations formulés par le Comité des commissaires aux comptes et le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, tels qu'ils ont été adoptés dans la présente résolution notamment en ce qui concerne les comptes et l'établissement des rapports financiers, la dépenses de programme, l'actif et le passif, y compris les engagements non réglés, les contrôles budgétaires, la gestion des liquidités, les comptes des fonds d'affectation spéciale et les problèmes de gestion, notamment l'engagement de consultants, l'adjudication de contrats et la formulation de projets, et de lui présenter, au sujet des mesures prises, un rapport lors de sa quarante-cinquième session, par l'intermédiaire des organes directeurs desdits organismes et programmes;

7. Prie également le Secrétaire général et les chefs de secrétariat des organismes et programmes des Nations Unies intéressés de spécifier dans le rapport susmentionné à l'Assemblée générale, lors de sa quarante-cinquième session, par l'intermédiaire du Comité des commissaires aux comptes et du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, les mesures prises pour donner suite aux recommandations du Comité des commissaires aux comptes et de fournir des explications s'il y a des recommandations auxquelles il n'a pas encore été donné suite, et prie aussi le Comité des commissaires aux comptes et le Comité consultatif d'évaluer l'efficacité de ces mesures et de lui faire rapport à ce sujet lors de sa quarante-cinquième session;

8. Recommande qu'à l'avenir tous les rapports du Comité des commissaires aux comptes continuent d'inclure des sections distinctes qui récapitulent les recommandations concernant les mesures correctives à prendre par les organismes et programmes intéressés, avec indication de leur urgence relative;

9. Recommande en outre que le Comité des commissaires aux comptes continue de lui présenter un document concis résumant ses principales constatations, conclusions et recommandations d'intérêt commun, classées par domaine de vérification, et, le cas échéant, identifiant l'organisme visé;

10. Approuve les amendements des procédures financières du Programme des Nations Unies pour le développement, qui sont recommandés dans la décision 89/61 du Conseil d'administration, et du Fonds des Nations Unies pour la population, qui sont recommandés dans la décision 89/49 du Conseil d'administration;

11. Prie les organes directeurs des organismes et programmes dont les comptes sont vérifiés et qui ont un cycle budgétaire biennal d'examiner à leur prochaine session la question de la périodicité des rapports de vérification des comptes, en ayant à l'esprit le désir qui a été exprimé de disposer de rapports annuels sur les questions de gestion;

12. Prie le Comité des commissaires aux comptes et le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires de continuer à revoir, dans le cadre de la vérification des comptes des organismes et programmes, y compris les opérations de maintien de la paix, l'efficacité et l'efficacité des procédures et contrôles financiers, le système comptable et les domaines connexes de l'administration et de la gestion, conformément à l'article 12.5 du règlement financier de l'Organisation des Nations Unies, et de recommander les mesures à prendre, le cas échéant, pour renforcer le contrôle financier et le contrôle de la gestion;

13. Prie également le Comité des commissaires aux comptes d'étudier la question de savoir s'il serait souhaitable et possible qu'il élargisse la portée des travaux prévus à l'article 12.5 du règlement financier de l'Organisation des Nations Unies et de lui présenter un rapport à ce sujet lors de sa quarante-cinquième session;

14. Prie le Secrétaire général et les chefs de secrétariat des organismes et programmes des Nations Unies, agissant en consultation avec le Comité des commissaires aux comptes, d'élargir, en vue de le parfaire rapidement, le cadre comptable général d'établissement des états financiers, eu égard aux règles et règlements financiers pertinents, ainsi qu'aux principes comptables généralement acceptés, et de présenter un rapport à ce sujet à l'Assemblée générale lors de sa quarante-cinquième session;

15. Invite le Comité des commissaires aux comptes à poursuivre l'étude des politiques comptables exposées par chaque organisme et organe, et à appeler l'attention de l'Assemblée sur les domaines dans lesquels il considère que ces politiques comptables présentent des différences, compte tenu des mandats respectifs confiés à chaque entité, en vue d'une plus grande harmonisation;

16. Prie toutes les administrations et tous les organes directeurs intéressés, agissant en collaboration avec le Comité des commissaires aux comptes, d'achever l'examen et la clarification de leurs politiques comptables en ce qui concerne la comptabilisation des engagements non réglés, compte tenu des principes comptables généralement reconnus et des articles 4.3 et 4.4 du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies;

17. Invite les gouvernements qui sont représentés dans les organes directeurs des organismes et programmes dont l'Assemblée générale a examiné les états financiers vérifiés à faire en sorte que les rapports du Comité des commissaires aux comptes et du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, ainsi que les observations faites à leur sujet à la Cinquième Commission, reçoivent toute l'attention voulue;

18. Encourage tous les organes directeurs des organismes et programmes à inviter un représentant du Comité des commissaires aux comptes à assister aux réunions qu'ils consacrent à l'examen des rapports du Comité;

19. Prie le Secrétaire général et les chefs de secrétariat des organismes et programmes des Nations Unies intéressés de veiller à ce que leurs services de vérification interne respectifs assurent le suivi des vérifications afin d'évaluer les mesures correctives prises par les administrations comme suite aux principales recommandations du Comité des commissaires aux comptes;

20. Prie les administrations intéressées et le Comité des commissaires aux comptes de faire en sorte que les administrations puissent faire part au Comité des commissaires aux comptes de leur sentiment sur les observations du Comité avant que celui-ci n'ait achevé la rédaction de ses rapports;

21. Prie les chefs de secrétariat des organismes et programmes d'appliquer les contrôles et procédures existants pour veiller à ce que les dépenses n'excèdent pas le montant des crédits alloués conformément aux règles de gestion financière et les prie aussi d'appliquer les mesures disciplinaires en vigueur afin de renforcer la responsabilité, de même que la discipline budgétaire;

22. Prie le Comité des commissaires aux comptes et le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires d'examiner la situation des liquidités de tous les organismes des Nations Unies et de faire rapport à ce sujet à l'Assemblée générale à sa quarante-cinquième session;

23. Prie aussi le Comité des commissaires aux comptes d'effectuer une vérification comptable des questions de fond, notamment des questions de gestion, pour le compte du Fonds des Nations Unies pour l'enfance en ce qui concerne la première année de chaque exercice biennal et de présenter un rapport sur ses conclusions et recommandations par l'intermédiaire du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires à l'Assemblée générale et au Conseil d'administration;

24. Prie en outre le Comité des commissaires aux comptes d'examiner l'instruction administrative publiée en application du Règlement financier et des règles de gestion financière, notamment de la règle 114.1, et de rendre compte de leur adéquation et de leur efficacité à l'Assemblée générale à sa quarante-cinquième session.
